

Fragments d'Histoire de la gauche radicale

[Accueil](#) [Anarchisme\(s\)](#) [2 - Anarchisme\(s\) dans l'entre-deux guerres \(1915-1939\)](#)

[L'Espagne nouvelle \(1937-1939\)](#)



Les leçons de l'histoire - De la Commune de Paris à la révolution espagnole - A. P.

L'Espagne nouvelle - Nouvelle série - N°14-15 - 31 Juillet 1937

Article mis en ligne le 31 janvier 2021
dernière modification le 7 décembre 2020

par [ArchivesAutonomies](#) ✉

Successivement, nos camarades Voline et Sébastien Faure ont fait entendre leur parole de clarté et de vérité. Leur raisonnement est, d'ailleurs, exactement le même.

La tactique "ministériale" est radicalement, absolument, définitivement *anti-anarchiste*. (Comme le furent, d'ailleurs, le cours Pestagniste de 1931-1933, la participation aux élections contre Gil Roblès, et la tolérance accordée en juillet 1936 aux partis et politiciens bourgeois).

Dès lors, de deux choses l'une : ou bien la tactique ministériale était nécessaire, utile, efficace, imposée par les circonstances et l'anarchisme doit être révisé de fond en comble. Ou bien, la tactique ministériale est une erreur, une faute, une trahison devant le peuple et la révolution, dont la défense et les destinées matérielles et morales continuent à être inséparablement liées à l'application des moyens et méthodes spécifiquement *anarchistes*.

La question nous semble ainsi parfaitement posée, contrairement à l'opinion du camarade Bertoni. Mais elle n'est pas résolue en ce sens, que la valeur pratique de deux méthodes — ministériale et anarchiste — n'est pas discutée à la lumière des événements espagnols et de l'histoire, c'est-à-dire de l'expérience acquise par notre mouvement. C'est en ce sens que nous voudrions jeter quelques points de repère.

Les camarades ministériels d'Espagne et d'ailleurs s'évertuent à nous faire croire que leur position se légitime par les circonstances exceptionnelles, l'état de guerre, l'invasion étrangère, l'alliance russe, etc.

D'après eux, le programme de la Révolution Sociale devrait être réservé pour les circonstances *ordinaires* de la vie — lorsqu'il n'existe ni crise économique, ni dualité de pouvoir, ni risque d'intervention extérieure, ni lutte armée contre le fascisme.

Par contre, le seul fait de ces "circonstances exceptionnelles" obligerait les anarchistes à renoncer à tous leurs principes et à recourir, pour leur propre défense, aux méthodes préconisées par les militaires et les politiciens professionnels, seuls techniciens autorisés (!?) de la lutte armée et de la conduite des destinées humaines !

Pourtant aux yeux des pionniers de la pensée anarchiste, comme aux yeux de tous les véritables révolutionnaires, c'est précisément dans les situations extraordinaires, désastreuses et désespérées que se manifeste l'éclatante supériorité des méthodes insurrectionnelles sur les routines militaires et gouvernementales.

APRÈS SEDAN

L'œuvre de Bakounine pendant les années 1870-1871 (les écrits du grand anarchiste à cette époque forment le noyau même de son œuvre) est toute entière consacrée à démontrer que la destruction de l'armée impériale, la mise en vacances du pouvoir gouvernemental après Sedan, et la présence sur le sol français de près d'un million de prussiens *exigeaient impérieusement*, comme *seule méthode possible* de défense et de succès, le recours aux formes les plus extrêmes de l'anarchie révolutionnaire : la lutte de classe expropriatrice, la destruction radicale de tout centralisme administratif ou militaire, la proclamation généralisée des communes insurrectionnelles.

En septembre 1870, Bakounine salue en ces termes l'écroulement du pouvoir impérial :

"Les Allemands viennent de rendre un immense service au peuple français. Ils ont détruit son armée.

L'armée française ! cet instrument si terrible du despotisme impérial, cette unique raison d'être des Napoléons ! Tant qu'elle existait, hérissée de baïonnettes fratricides, il n'y avait point de salut pour le peuple français. Il pouvait y avoir en France des pronunciamientos comme en Espagne, des révolutions militaires, mais, la liberté — jamais ! Paris, Lyon, et tant d'autres cités ouvrières de la France, le savent bien.

Aujourd'hui, cette immense armée, avec son organisation formidable, n'existe plus. La France peut être libre. Elle le sera grâce à ses frères allemands.

Mais bienfait pour bienfait. C'est maintenant le tour du peuple français de rendre le même service au peuple allemand. Malheur aux Allemands si leurs armées retournaient triomphantes en Allemagne ! c'en serait fait de toutes leurs espérances ; d'avenir et de leur liberté, pour au moins cinquante ans."

(*Le Réveil des Peuples*)

LA DÉFENSE DU TERRITOIRE

Les moyens que préconise Bakounine pour détruire à son tour l'armée allemande ont fait leurs preuves contre les armées de Napoléon 1er, et sont encore le cauchemar de tous les experts militaires. Ce sont le harcèlement de l'adversaire par des corps-francs agissant sur l'arrière de ses armées, la défense organisée des villes par leur population, le refus généralisé de coopérer avec l'envahisseur, le terrorisme frappant ses cadres militaires et policiers, la propagande révolutionnaire démoralisant les troupes, en un mot, l'offensive tactique en ordre dispersé, sans accepter ni stabilisation de front ni bataille rangée, mais en désorganisant systématiquement l'adversaire.

Depuis Bakounine, qui était, rappelons-le, un technicien militaire consommé et le praticien chevronné de plusieurs guerres civiles, le matériel militaire a sans doute fait des progrès énormes ; mais la complexité actuelle des divisions motorisées ou de la technique aérienne ne font que condamner plus nettement encore la tactique des "lignes de fer" et des "offensives en masses" de la part d'un peuple insuffisamment équipé industriellement et disposant de cadres militaires douteux.

L'infinie complexité de l'appareil de guerre ultra-moderne appliqué aux opérations par grandes unités rend, au contraire, *très vulnérables à la désorganisation par l'arrière ou par l'intérieur* les armées d'invasion du fascisme étranger en Espagne. Le fait a été reconnu à Guadalajara et les observateurs intelligents s'étonnent de voir les miliciens espagnols, forts de cette expérience, s'acharner maladroitement à imiter les Italiens sur un terrain où ils ne peuvent leur être que très inférieurs en matériel et en organisation, alors qu'ils auraient toute facilité de les battre par les méthodes non-militaires et non-étatiques de la "guérilla" et de la fraternisation révolutionnaire.

INCAPACITÉ DU GOUVERNEMENT

"Pour exercer efficacement les pouvoirs de l'État — observe Bakounine dans le manuscrit rédigé à Marseille (où il conspirait pour une deuxième tentative insurrectionnelle après son échec à Lyon) — il faut avoir en ses mains une puissance non fictive, mais réelle ; il faut avoir à sa disposition tous les instruments de l'État.

Quels sont ces instruments ? C'est d'abord une armée nombreuse, bien organisée, armée, disciplinée et nourrie, et surtout bien commandée. C'est ensuite un budget bien équilibré, bien administré, et bien riche, ou un crédit capable de suffire à toutes les dépenses extraordinaires rendues nécessaires par la situation particulière du pays. C'est enfin une administration honnête, dévouée, intelligente et active.

Voilà les trois instruments qui constituent la puissance réelle de l'État. Otez-lui un de ces trois instruments, et l'État n'est plus puissant. Que sera-ce lorsque tous les trois lui manquent à la fois ? L'État ne sera rien, il sera réduit à zéro. Il ne sera plus qu'un fantôme, un revenant capable de faire du mal en effrayant les imaginations et en pesant sur les volontés, mais incapable d'aucune entreprise sérieuse, ni d'aucune action salutaire pour le pays. Telle est précisément la situation actuelle de l'État en France [1]."

Et après avoir démontré l'impuissance et la désorganisation qui ont conduit à la défaite, la nouvelle aggravation qui résulte de celle-ci, la faillite morale et sociale de la bourgeoisie en général et de la bureaucratie gouvernementale en particulier — Bakounine arrive à cette conclusion, également valable pour l'Espagne républicaine actuelle et pour son appareil d'État décomposé par la sédition et prêt à toutes les complaisances et à toutes les conspirations avec les factieux et l'impérialisme.

IMPOSSIBILITÉ DE RÉFORMER L'ÉTAT

"Si les avocats et les savants doctrinaires qui composent le gouvernement de la Défense nationale avaient moins de vanité présomptueuse et plus de dévouement à la cause du peuple ; s'ils avaient un peu plus d'intelligence et de résolution révolutionnaire, s'ils ne détestaient la révolution encore plus qu'ils ne détestent l'invasion des Prussiens, s'ils eussent eu le courage de la vérité et vis-à-vis d'eux-mêmes et vis-à-vis du peuple, envisageant froidement la situation actuelle de la France, ils se seraient dit :

1° Que se servir pour le salut de la France de cette administration impériale qui l'a perdue et qui ne peut faire autre chose que conspirer contre elle, est chose impossible ;

2° Que changer tout le personnel de cette administration dans le délai de quelques jours, trouver plus de cent mille fonctionnaires nouveaux pour les mettre à la place des fonctionnaires de l'empire, serait une entreprise également impossible ;

3 ° Que le modifier seulement en partie, en remplaçant seulement les grands fonctionnaires : les ministres, les préfets, les sous-préfets, les avocats généraux et les procureurs de l'empire, par des républicains bourgeois plus ou moins capables et pâles, et en conservant dans les bureaux et dans tous les autres emplois les anciens fonctionnaires de l'empire, serait une tentative aussi ridicule qu'inutile. Car il est évident que les nouveaux ministres, préfets, sous-préfets, avocats, généraux et procureurs de la république, deviendraient nécessairement les jouets de leurs bureaux et de leurs fonctionnaires subalternes, dont ils ne seraient que les chefs nominaux ; et que leurs bureaux, la masse de ces fonctionnaires subordonnés, dévoués par habitude, par intérêt, par nécessité et par la force d'une solidarité criminelle, à la politique de la bande impériale, profitant des fonctions qu'on leur aura laissées pour protéger sournoisement, en secret, mais toujours et partout, les partisans de cette politique, et pour en combattre les adversaires par tous les moyens, les forceraient eux, les ministres, les préfets, les sous-préfets, les avocats généraux et les procureurs de la république, à servir contre leur propre vouloir la cause des Bonaparte contre la république ;

4° Que, par conséquent, en vue du salut de la France et de la République, il n'y avait qu'une seule chose à faire : c'était de briser toute l'administration impériale par la destitution en masse de tous les fonctionnaires militaires et civils de l'empire, depuis Palikao le premier ministre, jusqu'au dernier garde champêtre ; sans oublier les tribunaux qui, depuis-la Haute-Cour et la Cour de Cassation jusqu'au dernier juge de paix, sont, plus que toute autre branche du service de l'État, infectés de bonapartisme et qui, pendant vingt, ans de suite, n'ont pas fait de la justice, mais de l'iniquité ;

5° Que l'État ayant fait banqueroute et se trouvant dissous par le fait de la trahison impériale, qui en avait d'ailleurs depuis longtemps forcé et détruits les ressources et tous les ressorts ; étant définitivement liquidé par l'action révolutionnaire du peuple qui en avait été la conséquence immédiate et inévitable ; en un mot, que la France officielle ayant cessé d'exister, il ne restait plus que la France du peuple ; plus d'autres forces et de moyens de défense que l'énergie révolutionnaire du peuple ; plus d'autres juges que la justice du peuple ; plus d'autres finances que les contributions volontaires ou forcées des classes riches ; et plus d'autre constitution, d'autre loi, d'autre code, que celui du salut de la France [2]."

ARMER LE PEUPLE, POUR LE RENDRE INGOVERNABLE

Il est remarquable que le fascisme militaire espagnol ait été éliminé à la première bataille (19 juillet) partout où le peuple est passé à l'action directe par-dessus les scrupules de la légalité et l'arbitrage intéressé de la bourgeoisie démocratique, tandis qu'il a été vaincu, partout où celle-ci a réussi à maintenir sa domination économique et politique (ce qui fut le cas en Andalousie, dans la Castille et aux pays basques).

Par-là se trouve confirmé, une fois de plus, le grand principe de toute pensée révolutionnaire : *seul un peuple ingouvernable peut se dire invincible en face de l'invasion étrangère.*

Quant à la devise qui fut celle de Jules Guesde, entrant comme ministre dans le gouvernement d'union sacrée d'août 1914 et proclamant que le peuple français en armes devrait tourner ses baïonnettes *après la victoire* vers l'ennemi de classe, et faire la révolution sociale *une fois l'envahisseur mis en déroute*, nous la trouvons réfutée par avance dans les *Paroles d'un Révolté* de Pierre Kropotkine (qui depuis, dans sa sénilité, se laissa glisser sur la pente des mêmes errements).

Ce n'est pas au fait d'avoir été insuffisamment militariste, insuffisamment gouvernementale, insuffisamment nationale, face à l'invasion étrangère et à la réaction versaillaise, que Kropotkine attribuait la défaite de la Commune de Paris. Au contraire (d'accord en cela avec Louise Michel, Lefrançais, Malato, Benoit Malon et Karl Marx *lui-même*), il lui reproche d'avoir été insuffisamment sociale, insuffisamment anarchiste, et insuffisamment révolutionnaire !

LA COMMUNE DE PARIS

S'assurer d'abord la victoire ! — écrit Kropotkine en 1884. Comme s'il y avait moyen de se constituer en Commune tant qu'on ne touche pas à la propriété ! Comme s'il y avait moyen de vaincre les ennemis, tant que la grande masse du peuple n'est pas intéressée directement au triomphe de la révolution en voyant arriver le bien-être matériel intellectuel et moral pour tous ! On cherchait à consolider la Commune en renvoyant à plus tard la révolution sociale, tandis que l'unique moyen de procéder était de *consolider la Commune par la révolution sociale* !

La Révolution n'est pas un "but final" théorique et abstrait, *elle est exclusivement une question de moyens et méthodes nécessaires pour sortir d'une certaine impasse pratique, d'une certaine crise aggravée jusqu'à la catastrophe* ! C'est dans le choix des moyens, et exclusivement dans ce choix, que réside la révolution ou la contre-révolution, le capitalisme ou le socialisme, le gouvernementalisme ou l'anarchisme !

"...En proclamant la Commune libre, le peuple de Paris proclamait un principe essentiellement anarchiste ; mais, comme à cette époque l'idée anarchiste n'avait que faiblement pénétré dans les esprits, il s'arrêta à moitié chemin et, au sein de la Commune, il se prononça encore pour le vieux principe autoritaire, en se donnant un Conseil de la Commune, copié sur les Conseils municipaux.

Si nous admettons, en effet, qu'un gouvernement central est absolument inutile pour régler les rapports des Communes entre elles, pourquoi en admettrions-nous la nécessité pour régler les rapports mutuels des groupes qui constituent la Commune ? Et si nous abandonnons à la libre initiative des Communes le soin de s'entendre entre elles pour les entreprises qui concernent plusieurs cités à la fois, pourquoi refuser cette même initiative aux groupes dont se compose une Commune ? Un gouvernement dans la commune n'a pas plus de raison d'être qu'un gouvernement au-dessus de la Commune [3]."

ERREUR DANS LE CHOIX DES MOYENS

"Mais, en 1871, le peuple de Paris, qui a renversé tant de gouvernements, n'était qu'à son premier essai de révolte contre le système gouvernemental lui-même : il se laissa donc aller au fétichisme gouvernemental et se donna un gouvernement. On en connaît les conséquences. Il envoya ses enfants dévoués à l'Hôtel-de-Ville. Là, immobilisés, au milieu de paperasses, forcés de gouverner lorsque leurs instincts leur commandaient d'être et de marcher avec le peuple ; forcés de discuter, quand il fallait agir, et perdant l'inspiration qui vient du contact continu avec les masses, ils se virent réduits à l'impuissance. Paralysés par leur éloignement du foyer des révolutions, le peuple, ils paralysaient eux-mêmes l'initiative populaire [4]."

Faute d'avoir *choisi les moyens* qui correspondaient à son origine insurrectionnelle, à son contenu populaire, à sa vocation révolutionnaire et au prestige qu'elle pouvait attendre d'une conduite hardiment fédéraliste et socialiste, la Commune de Paris se laissa donc entraîner par Versailles sur un terrain où elle était vaincue d'avance, le terrain politico-militaire classique, où ne pouvait que s'étaler l'incompétence de ses généraux et de ses ministres improvisés.

Le résultat fut que la Commune eut des corps armés, mais des corps armés amorphes, immenses troupeaux en uniformes, dont les chefs étaient réduits à l'impuissance.

Elle eut un gouvernement, qui tua l'initiative nécessaire des sections, la capacité combative et constructive des masses, sans pouvoir lui substituer l'efficacité d'une dictature. Elle eut une diplomatie, qui sema à pleines mains les illusions les plus néfastes et consumma, sans même s'en apercevoir, les plus impardonnables trahisons. Elle eut une police, qui se ridiculisa par son arrogance et sa futilité et se rendit odieuse par quelques atrocités inutiles. Elle eut une propagande officielle, mais cette propagande se limita au classique bourrage de crânes, semant le conformisme bourgeois et l'optimisme béat là où la révolte grondait et n'attendait qu'un signe pour exploser.

Enfin, elle remit systématiquement à demain les mesures sociales les plus indispensables, sous prétexte *d'assurer d'abord la victoire* pour faire *ensuite* la révolution.

TOUJOURS LES MÊMES FAUTES !

On se demande avec angoisse combien d'expériences du même genre seront nécessaires pour libérer le prolétariat du complexe d'infériorité qui le pousse à imiter servilement la bourgeoisie et le militarisme — même lorsqu'il se décide à leur faire la guerre !

Le peuple ibérique, fort de ses traditions libertaires et syndicalistes, semblait avoir pris un chemin différent. Et voilà qu'à leur tour, les hommes de la révolution espagnole se sont laissés infecter par la fréquentation des représentants de l'impuissance bourgeoise dans leur propre camp ! Une fois de plus, "des lions commandés par des ânes", se laissent conduire au suprême sacrifice sous le signe de l'antifascisme le plus stérile et de l'union sacrée patriotique. Les anarchistes espagnols ont refusé de vaincre comme anarchistes, et acceptent de mourir comme *gouvernementaux, comme défenseurs de la légitimité de l'État !*

Presque rien ne reste de l'internationalisme, de l'anti-étatisme, de l'antimilitarisme de principe, qui faisaient la force principale, des insurgés de juillet 1936, et qui se prolongeaient magnifiquement à travers l'épopée de Durruti en Aragon pendant les mois d'août et de septembre !

La révolution espagnole, si bien commencée, est tombée dans les pièges du stalinisme qui lui a hypocritement proposé l'appui de son appareil militaire moyennant la vassalisation politique, économique, financière et diplomatique de l'Espagne nouvelle aux ambassades et aux états-majors de Moscou. Et à l'heure qu'il est, on ne saurait dire ce qui leur fut le plus fatal, des cadeaux empoisonnés de l'impérialisme russe, où des concessions mortelles qu'il n'a pas manqué d'exiger à titre d'échange.

ASSEZ ! LA MESURE EST COMBLE !

A l'heure actuelle, nos camarades espagnols sont devenus de la chair à canon pour une cause qui n'est pas la leur. Nous n'en voulons pour preuve que la déclaration de la C. A. de l'Union Anarchiste dans *Le Libertaire* du 8 juillet :

"Une autre tactique d'élimination est pratiquée contre les colonnes confédérales de Madrid : elles sont systématiquement placées aux endroits les plus dangereux et les protestataires sont fusillés *suivant le nouveau Code militaire en vigueur.*"

Si l'on veut bien se rappeler que ledit code militaire s'inscrit dans l'œuvre gouvernementale du ministre de la justice Garcia Oliver, œuvre avec laquelle *Le Libertaire* et l'U.A. se sont solidarisés publiquement. Si l'on veut bien se souvenir que le même Garcia Oliver, après la fameuse campagne sur le commandement unique, signa l'ordre d'introduction en Espagne des "brigades internationales" staliniennes et leur permis de constituer sur l'arrière des milices populaires un corps spécial, radicalement isolé, ayant ses cadres propres et son commandement séparé, véritable cheval de Troie de l'impérialisme russe que nous avons dénoncé à l'époque. Si l'on veut bien constater que Garcia Oliver, paradant en tête des galonnards à 1.200 pesetas par mois de l'École militaire "populaire", leur adressa ce langage : "Vous, officiers de l'armée populaire, devez observer une discipline de fer et l'imposer à vos hommes, lesquels, une fois dans les rangs, *doivent cesser d'être vos camarades* et former l'engrenage de la machine militaire de notre armée." Si on totalise tout ce que le cours actuel de la guerre, et du "tout pour la guerre" représente de sacrifices sanglants, de gaspillage humain, de corruption et de démoralisation pour les élites révolutionnaires de l'Europe et du monde, alors on ne peut que crier avec nous : Assez ! Assez ! Cela ne peut durer ainsi !...

LES DEUX ISSUES

La situation actuelle de guerre impérialiste en Espagne (sous le couvert des contrastes politiques : fascisme et front populaire) n'a que deux issues possibles.

Il faut avoir le courage de les considérer en face.

Ou bien l'Espagne gouvernementale restera gouvernementale, et alors le seul moyen d'échapper à un nouveau désastre militaire du genre de celui de Bilbao ou de Malaga est de renoncer à la reconquête des provinces perdues et de faire la paix à la première occasion favorable. C'est ce que les Prieto-Negrin sont prêts à faire pour peu que la CNT fasse entendre clairement son intention de se retirer de la guerre et de rester dans l'opposition — et ce geste est le seul qui puisse même conférer au régime démocratique en Espagne orientale une certaine stabilité de fait.

Ou bien la guerre impérialiste, gouvernementale et militariste, sera transformée en insurrection sociale. Alors la lutte armée contre Franco reprendra son sens originel. Dans ces conditions, la victoire du peuple sera plus difficile sans doute qu'elle n'eût été en août ou septembre 1936, mais elle est encore possible.

Si la première solution prévaut — celle d'un Brest-Litovsk espagnol par lequel le gouvernement républicain abandonnerait à Franco et aux impérialistes qui se disputent son alliance les provinces qu'il occupe actuellement — le rôle de nos camarades sera d'opérer en bon ordre et avec le moins de sacrifices possible, grâce aux échanges de prisonniers et à la conservation de certaines conquêtes essentielles de juillet, *leur retraite vers l'illégalité*.

Si, au contraire, la révolution triomphe demain, comme elle aurait pu le faire le 5 mai, alors il sera possible d'envisager la destruction du fascisme, du militarisme et du capitalisme à l'échelle de toute l'Espagne et la création d'une libre Fédération des peuples ibériques sur des bases socialistes et libertaires.

La CNT est assez forte pour choisir son chemin et imposer aux événements telle ou telle direction. Mais la condition préalable de toute solution — paix des États ou révolution — c'est l'abandon de la tactique d'auto-sacrification que l'organisation confédérale mène depuis plus de six mois à ses dépens et aux dépens de l'anarchisme international ; c'est l'abandon des mots d'ordre de "l'Union Sacrée" et du "tout pour la guerre", qui veulent simplement dire "tout pour et par le gouvernement", et qui mènent le peuple espagnol de déroute en désastre vers le triomphe totalitaire du fascisme.

Notes :

[1] NdR : citation extraite du texte de Bakounine "La situation politique en France" (lettre à Palix), septembre-octobre 1870.

[2] NdR : Idem.

[3] NdR : citation de texte "La Commune de Paris" de P. Kropotkine, 1881.

[4] NdR : Idem.

**Soutenir par un
don**